



FRANCE
TAREQ OUBROU,
IMAM EXEMPLAIRE

TEXAS — LE FIASCO ÉNERGÉTIQUE
CULTURE — BILLIE EILISH, TOUTE
LA DOUCEUR DE LA POP



Courrier
international

N°1582 du 25 février au 3 mars 2021
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Abonnement : 12 numéros par an, 12 € par an
15 € en France, 18 € à l'étranger
Canada : 20 \$, Mexique : 25 \$, Argentine : 30 \$, Chili : 30 \$, Espagne : 30 \$, Italie : 30 \$, Japon : 35 \$, Royaume-Uni : 35 \$, Australie : 40 \$, Nouvelle-Zélande : 40 \$, Afrique du Sud : 40 \$, Brésil : 40 \$, Inde : 40 \$, Chine : 40 \$, Russie : 40 \$, Turquie : 40 \$, Israël : 40 \$, Thaïlande : 40 \$, Malaisie : 40 \$, Singapour : 40 \$, Indonésie : 40 \$, Philippines : 40 \$, Vietnam : 40 \$, Corée du Sud : 40 \$, Taïwan : 40 \$, Hong Kong : 40 \$, Singapour : 40 \$, Malaisie : 40 \$, Indonésie : 40 \$, Philippines : 40 \$, Vietnam : 40 \$, Corée du Sud : 40 \$, Taïwan : 40 \$, Hong Kong : 40 \$

QUI ÉCOUTE ENCORE L'EUROPE ?

En froid avec la Russie, dépassée par la Chine en Asie, et pas encore réconciliée avec les États-Unis, l'Union européenne peine à s'imposer face aux grandes puissances. Décryptages.



M 03183 - 1582 - F - 4,50 €



france

Société. Tareq Oubrou, imam exemplaire

Au moment où se discutait à l'Assemblée la loi contre le "séparatisme", la *Süddeutsche Zeitung* publiait ce portrait de l'imam de la mosquée de Bordeaux. Pour le quotidien allemand, il est l'exemple même de ce à quoi doit aspirer l'islam de France.

→ Tareq Oubrou. Dessin de Peter M. Hoffmann, Allemagne, pour *Courrier international*.



— *Süddeutsche Zeitung*
Munich

Vendredi après-midi, la mosquée de Bordeaux se remplit. Un agent de sécurité aide les fidèles à trouver une place où dérouler leur tapis de prière. On le voit traverser la salle en courant, à moitié courbé. Il y a aussi une caméra : la prière du vendredi est diffusée en direct sur Internet. Tareq Oubrou, imam de la mosquée de Bordeaux, a eu cette idée bien avant que le coronavirus ne nous oblige à transférer une bonne partie de nos vies en ligne. Il anime aussi un site et une chaîne YouTube parce qu'il veut être présent, en tant que théologien, là où certains esprits s'égarent si facilement : dans le fatras de l'islam en ligne, là où des prédicateurs autoproclamés se livrent à une surenchère d'idées extrêmes pour attirer l'attention.

Depuis le minbar, la chaire de la mosquée, Oubrou fait un préche sur les bonnes actions, soulignant combien celles-ci ont peu de sens lorsqu'un croyant ne les conçoit que comme un billet d'entrée pour le paradis. Un peu plus tard, il explique que le plus dangereux pour l'homme est de ne pas douter. Il n'est pas là pour édicter des règles aux fidèles, mais pour les "inciter à réfléchir", comme il dir. Il commence toujours par faire son préche en arabe, puis en français, afin d'être compris par le plus grand nombre.

Un vif débat sur l'islam agite encore une fois la France. Le meurtre du professeur Samuel Paty par un fanatique de 18 ans a rouvert les plaies du terrorisme islamiste. Un nouveau projet de loi est en discussion pour éviter

l'apparition de sociétés parallèles. Au milieu de toute cette agitation, la mosquée de Bordeaux ressemble pourtant bien à une société parallèle, au bon sens du terme. Une société parallèle où ne régnerait pas le manichéisme réducteur du débat sur l'islam.

Aux premiers rangs de la mosquée sont agencés des hommes de tous les âges ; derrière se trouvent les femmes, qui commencent un pique-nique à la fin du préche. Les femmes portent le voile. Pour Oubrou, "de nombreux musulmans accordent bien trop d'importance" à ce morceau d'étoffe ; lui ne se soucie pas de savoir si les femmes le portent ou non dans sa mosquée. Appel à la réconciliation ! ; Ce que vous ne savez pas sur l'islam. Répondez aux préjugés des musulmans et des non-musulmans ;



PORTRAIT

La *Féministe* et *l'Imam*, tous les livres de Tareq Oubrou sont en vente dans la bibliothèque de la mosquée. Chaque couverture est ornée du visage de l'imam que les téléspectateurs français connaissent bien.

Critiqué. Oubrou est l'un des imams les plus célèbres de France — un des plus controversés aussi. La droite se méfie de lui car, plus jeune, il a défendu des opinions salafistes et a même songé à rejoindre les talibans en Afghanistan. Et il déplaît aux musulmans conservateurs, dont il moque le mode de vie rigoriste. En octobre, dans son premier grand

Il n'est pas là pour édicter des règles aux fidèles, mais pour les "inciter à réfléchir".

discours sur l'islam en France, le président Macron a défendu l'idée d'un "islam des Lumières", compatible avec les valeurs de la France. À écouter Tareq Oubrou, on se demande pourquoi le président français en parlait comme si cet islam n'existait pas déjà. À quoi pourrait ressembler un islam de France si ce n'est à celui prôné par l'imam de Bordeaux ? Libéral, mais avec un passé marqué par de solides erreurs de jugement. Ouvert, et animé d'une soif de débats. Chez lui en France, bien qu'émigré des anciennes colonies.

En France, quand on commence à parler de l'islam, on finit par parler d'à peu près tout. Du terrorisme, de l'immigration, de l'exclusion, des séquelles du colonialisme, de l'identité de la République. Les discussions se tiennent depuis des positions très tranchées. Vu de la droite, l'islam est une menace

Contexte

Les non-dits de la loi contre le "séparatisme"

●●● Cinquante et un articles, trois cents amendements, cent trente-cinq heures de débat, et finalement un résultat de 347 votes oui, contre 151 non, et 65 abstentions : le projet de loi contre le "séparatisme" a été adopté à l'Assemblée le 16 février. Cette concrétisation législative du discours qu'Emmanuel Macron a tenu en octobre 2020 est un fait marquant du quinquennat, note la presse étrangère. Aux États-Unis, le **New York Times** souligne que le législateur français n'apelle pas les choses par leur nom en adoptant "une loi dont la raison d'être officielle, supposée anodine, est de renforcer les principes républicains", mais dont le véritable objectif, plus complexe, est de couper à sa racine le terrorisme islamiste en France". Le quotidien américain se heurte au fait que l'islam n'est jamais clairement mentionné, alors que le sujet sera central pour la campagne électorale à venir. **À Bruxelles, Le Soir**

fait la même analyse. En écartant les sujets les plus sensibles, le président a évité "la déflagration" et gagné la première manche. "Le pouvoir entend montrer que, s'il est occupé par la crise sanitaire, il ne veut pas laisser les autres maux prospérer. En s'attaquant, mais sans plus le dire explicitement, au fondamentalisme islamiste, l'Élysée espère donner le pion à l'extrême droite." En Suisse, **Le Temps** observe de son côté "combien l'activisme législatif français apparaît en retard avec la situation sur le terrain" où l'on voit "que les fractures séparatistes ne reculent pas". Le quotidien cite "plusieurs affaires" : celle de Mila, placée sous protection policière depuis qu'elle a dénoncé l'islam et les religions sur les réseaux sociaux en janvier 2020 ; et celle de Didier Lemaire, professeur de philosophie à Trappes qui a démissionné car il s'estimaient menacé depuis qu'il avait défendu l'enseignant assassiné Samuel Paty.

qu'il faut contenir. La gauche, elle, se concentre sur les discriminations contre les musulmans et l'échec des politiques d'intégration.

"Laboratoire". Dans son discours d'octobre, Emmanuel Macron tentait une synthèse. D'un côté, a-t-il déclaré, il ne faut "pas être naïf". Il existe en France "un islam radical [...] dont la volonté affichée est de créer un ordre parallèle [...] et de prendre le contrôle". De l'autre, le président a reconnu que l'islamisme

se développait là où l'État français avait échoué. "Nous avons nous-mêmes construit notre propre séparatisme, a-t-il déclaré. Nous avons créé des quartiers où la promesse de la République n'a plus été tenue."

Aujourd'hui, il ne reste plus grand-chose de cette position équilibrée. Les députés de l'Assemblée nationale (discutaient la semaine dernière) d'un projet de loi contre l'islamisme, rebaptisé "loi confortant le respect des principes de la République". Un texte qui se focalise sur la

répression et les restrictions. Une fois encore, les députés parlent d'interdire le voile. Et toutes les associations musulmanes seront dans l'obligation de signer une charte affirmant "leur engagement sans équivoque en faveur des principes fondamentaux de la Constitution".

Tareq Oubrou retire son chapeau et son manuscrit de prière et nous invite à entrer dans son bureau. Sa mosquée est pour lui un "laboratoire" où depuis vingt ans, il teste la direction vers laquelle l'islam pourrait évoluer en France. "Un grand nombre de problèmes pourraient être résolus si nous arrivions à dissocier la foi de la culture. Quand on parle de Dieu, on ne parle pas de label halal", résume Oubrou. La plupart des fidèles de sa mosquée sont originaires d'Afrique du Nord et de l'Ouest, lui-même vient du Maroc. "Ces gens se sentent comme des étrangers en France. Je veux leur enlever ce complexe. Leur dire n'a pas de nationalité, il appartient à tous."

Paix et soutien. À 62 ans, cet homme se bat sur tous les fronts. Il critique les associations musulmanes qui ont été désignées par l'État français comme interlocuteurs principaux et ont été strictement sélectionnées en fonction des pays d'origine de leurs membres. "Elles n'ont pas le soutien de la communauté !" Il s'empare contre la "paresse intellectuelle" de certains musulmans, qui ne construisent leur identité que "contre une image stéréotypée des Français". Il dénonce des médias qui n'ont "jamais rien de positif à dire sur les musulmans". Il ne veut pas signer la récente charte des associations musulmanes. "Pourquoi faire ? Il est écrit que je dois respecter la loi. Mais bien sûr que je dois respecter les lois ! Je suis citoyen français !"

Pour Oubrou, cette charte est "un monstre créé par un État soumis à de fortes pressions". Après chaque attentat,

il donne des interviews dans lesquelles il condamne vivement les auteurs - et parle de la profonde crise que traverse le monde musulman et qui permet cette violence. Son public est constitué de musulmans et de non-musulmans. Il argumente contre les fanatiques - et voit que cela ne suffit pas. "La politique a besoin d'une loi sur l'islam pour rassurer la société", dit-il.

Il comprend la peur engendrée par les attentats terroristes. Lui-même figure sur la liste noire des

Il s'empare contre la "paresse intellectuelle" de certains musulmans.

islamistes. La seule question est de savoir si la pression politique va plutôt atténuer ou exacerber les tensions au sein de la communauté musulmane.

La conversation prend un tour plus apaisé lorsqu'on l'interroge sur les perspectives qu'il entrevoit pour l'islam en France. "Nous allons dans la bonne direction", affirme-t-il. Peut-être tire-t-il la force de mener cet incessant combat dans la certitude que les gens viennent dans sa mosquée y trouver la paix et du soutien, et non des conflits. "Les grands problèmes se résolvent lentement et prudemment, dit-il. La révolution à laquelle nous assistons est celle de la sécularisation des musulmans de France, leur implantation dans ce pays."

On trouve également des positions de désamorçage au plan politique. L'ancien ministre de l'Environnement François de Rugy, coauteur du projet de loi sur l'islam, souligne que "ce n'est pas un texte révolutionnaire, on ne révolutionne pas la laïcité". Sauf que c'est la loi qui pose le plus de problèmes car elle ne vise pas seulement les organisations et structures de la communauté musulmane, mais également celles des autres religions. Car

officiellement, il n'est pas question de lutter contre l'islamisme, mais d'empêcher toute forme de séparatisme religieux. Et ce faisant, c'est la séparation de l'État et des affaires religieuses - dont la France est si fière - qui pourrait être menacée.

Le nombre croissant de musulmans en France a produit un "déplacement des plaques tectoniques", analyse Oubrou. Les Français pensaient que le combat pour la laïcité était derrière eux. Et nous voilà aujourd'hui, nous musulmans. Une religion à laquelle n'adhère qu'une minorité de la population, mais qui souhaite être visible". Pourtant, les discussions les plus conflictuelles ne portent, selon lui, pas sur la religion, mais sur un fantôme. Il fut un temps où l'on avait peur du communisme, aujourd'hui, c'est l'islam. Que faire face à cette peur ? L'imam prend une grande respiration et baisse les mains en signe d'apaisement. Il a parfois besoin de se le rappeler lui aussi.

— Nadia Pantel

Libérale le 7 février

SOURCE



SÜDDEUTSCHE ZEITUNG

Münch, Allemagne
Quotidien, 327 700 ex. (2019)
sueddeutsche.de

Créé en 1945, le "journal du sud de l'Allemagne" compte parmi les quotidiens suprarégionaux de référence du pays. De tendance libérale, il est un grand défenseur des valeurs démocratiques et de l'état de droit. Il emploie ou a employé les meilleures plumes du pays. Sa page 3, qui publie grands reportages et articles de fond, est une institution.

Le quotidien se distingue aussi par l'importance qu'il accorde à la culture, traitée dans ses pages immédiatement après l'actualité politique.



PARIS 89 FM

LAURENT BERTHAULT, FRÉDÉRIQUE LABEL, CATHERINE ROLLAND

ACCENTS D'EUROPE

LUNDI AU VENDREDI 20H10

La radio mondiale en français et 16 autres langues

En partenariat avec
Courrier international

